

# Le citoyen Roger Plante tenu au silence par la MRC

(G.L.)Le citoyen Roger Plante de Saint-François-Xavier-de-Viger accuse le préfet Michel Lagacé de l'avoir contraint au bâillon en supprimant unilatéralement les deux périodes de questions lors de la séance du conseil de la MRC de Rivière-du-Loup le 19 mai dernier.

« Il n'avait visiblement pas envie de répondre aux questions du porte-parole du Réseau d'information sur les municipalités », de dire Roger Plante. Ce dernier dénonce également le fait que le préfet Lagacé a une fois de plus refusé obstinément de laisser le Réseau filmer la séance tant que la caméra reposerait sur un pied télescopique, « une attitude inexplicable », de poursuivre le coloré personnage.

« Le préfet a notamment déclaré qu'il n'y avait pas de public dans la salle et a ainsi évincé la période de questions, faisant la sourde oreilles aux protestations. Au cours des derniers jours, le Réseau avait dénoncé le manque de clarté de la MRC à propos de son emprunt de 12,6 millions de dollars, et avait révélé que la MRC violait les directives du

ministère de l'Environnement dans son écocentre de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup. Michel Lagacé s'est donc défilé devant deux sujets épineux. »

Concernant l'emprunt de 12,6 millions \$ pour le projet éolien Viger-Denonville, projet dans lequel la MRC est partenaire à 50%, Plante dénonce le fait que les citoyens n'ont pas été amenés à approuver l'emprunt lié à ce projet. «Le préfet glisse vers une gestion en vase clos. Le porte-parole s'apprêtait également à questionner le préfet sur la pertinence d'élire le préfet au suffrage universel et, par la même occasion, d'ouvrir les lettres patentes pour que Saint-Cyprien, L'Isle-Verte et Saint-Paul-de-la-Croix deviennent des municipalités des Basques. »

Roger Plante termine ses doléances en indiquant que selon l'article 150 du Code municipal, la période de questions est obligatoire dans toutes les séances de conseil. En ce sens, le Réseau aurait l'intention de porter plainte au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire à ce sujet.